

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 769/ Décembre 2023

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^E TRIMESTRE 2023

La conjoncture économique à Saint-Pierre-et-Miquelon

L'inflation poursuit son ralentissement en rythme annuel tandis que l'activité économique de Saint-Pierre-et-Miquelon continue de montrer des signaux divergents

Le trimestre est marqué par une nouvelle décélération de l'inflation en glissement annuel, à 2,8 %, qui s'explique par une importante baisse des prix de l'énergie mais également par un effet de base, l'inflation ayant marqué un pic dans l'archipel au troisième trimestre 2022. En glissement trimestriel cependant, la croissance des prix à la consommation s'est accélérée du fait de l'évolution des prix des biens manufacturés et des services alors qu'au cours du troisième trimestre 2023, l'euro s'est légèrement déprécié face au dollar canadien, favorisant l'inflation importée.

Dans un contexte de ralentissement de l'inflation alimentaire, la consommation des ménages a rebondi et plus particulièrement les dépenses en biens alimentaires après deux trimestres consécutifs de baisse. Les importations de biens non-alimentaires et de biens durables sont restées bien orientées.

L'investissement des entreprises en revanche a retrouvé son niveau du premier trimestre 2023 avec la baisse conjointe des importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement. Les importations de biens intermédiaires ont atteint leur plus bas niveau depuis le 2^e trimestre 2020.

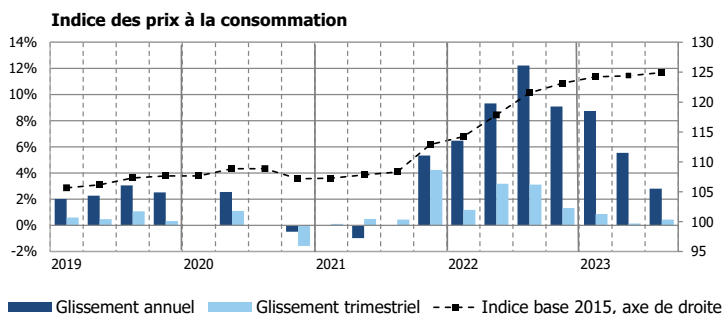
Le secteur halieutique a été dynamique du fait du regain d'activité de la pêche artisanale ainsi que le secteur du tourisme, avec une fréquentation touristique au troisième trimestre 2023 au plus haut depuis le troisième trimestre 2017. Seul le secteur du BTP a enregistré une baisse par rapport à l'année dernière en lien avec la baisse de l'investissement privé dans l'archipel en glissement annuel.

L'inflation continue de ralentir en glissement annuel

Au 3^e trimestre 2023, l'inflation en glissement trimestriel (g.t.) s'élève à 0,45 % contre 0,15 % à fin juin 2023.

Cette accélération de la hausse des prix en glissement trimestriel s'explique principalement par l'évolution des prix des biens manufacturés et des services, en progression de 0,4 % en g.t. après un recul de 0,3 % au trimestre précédent. Dans le détail, le prix de l'électricité augmente nettement (+9,4 % alors qu'ils étaient restés stables au 2^e trimestre), tandis que les prix du fioul de chauffage et des carburants pour véhicules personnels reculent de façon moins marquée (respectivement -8,6 % et -0,3 % après -13,7 % et -5,1 % au 2^e trimestre). Les prix de l'énergie se replient ainsi de seulement 0,7 % contre une baisse de 7,3 % au trimestre précédent. Par ailleurs, la hausse des prix de l'alimentation est moins importante au 3^e trimestre (+0,7 % en g.t. après +1,9 %).

En glissement annuel (g.a.), l'inflation mesurée dans l'archipel au 3^e trimestre 2023 ralentit nettement : elle s'élève à 2,8 % après une hausse de 5,5 % au 2^e trimestre. Elle est ainsi inférieure à celle enregistrée dans l'Hexagone, qui s'établit à 4,9 % en septembre 2023. L'inflation poursuit donc son ralentissement et se rapproche de la cible des 2 % fixée par la Banque centrale européenne. Cette évolution provient essentiellement de la baisse marquée des prix de l'énergie en glissement annuel (-38,3 % pour le fioul de chauffage contre -19,0 % au 2^e trimestre et -16,3 % pour le carburant pour véhicules personnels contre -10,8 % au 2^e trimestre). La hausse des prix de l'alimentation est par ailleurs moindre au 3^e trimestre : +4,0 % en g.a. contre +9,1 % au trimestre précédent.



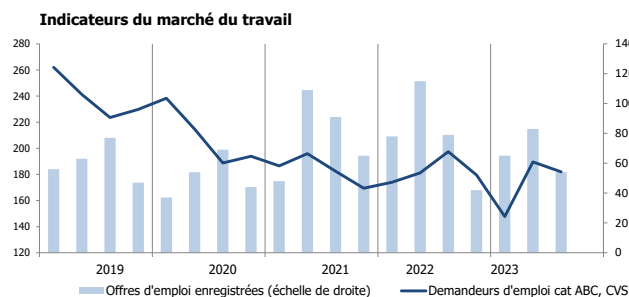
Source : Préfecture

Les indicateurs de chômage sont bien orientés

Au 3^e trimestre 2023, le marché du travail conserve toujours une dynamique favorable.

Fin septembre 2023, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie ABC s'élève à 146 personnes, en légère baisse sur un an (-14 DEFM). Le nombre de DEFM de catégorie A suit la même évolution sur un an (-7 DEFM) pour s'établir à 73 personnes. En parallèle, les offres d'emploi enregistrées depuis le début de l'année par Pôle emploi s'établissent à 202, contre 272 sur la même période un an plus tôt.

L'analyse avec correction des variations saisonnières (CVS) montre une diminution en glissement trimestriel du nombre de DEFM de catégorie ABC (-8 DEFM) et une augmentation en glissement trimestriel du nombre de DEFM de catégorie A (+4 DEFM).



Sources : Pôle emploi, CVS IEDOM

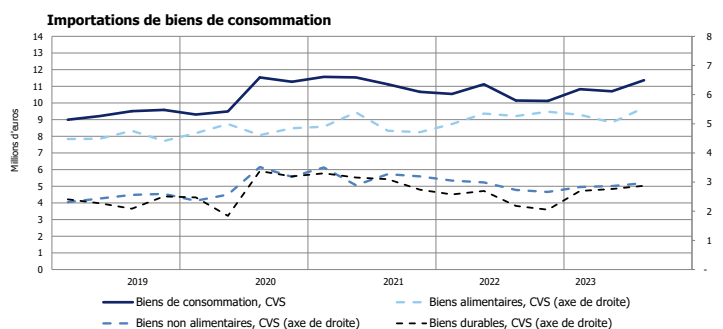
La consommation des ménages repart à la hausse

Au 3^e trimestre 2023, la consommation des ménages en valeur rebondit. Les importations en valeur de biens de consommation (CVS) augmentent de 6,1 % en g.t. pour atteindre 11,4 millions d'euros.

Après deux baisses consécutives en glissement trimestriel, les importations de biens alimentaires (CVS) progressent de 10,0 %. Les importations de biens non-alimentaires et de biens durables confirment leur reprise engagée depuis le 1^{er} trimestre 2023 avec des hausses respectives de 3,6 % et 3,9 % au cours de ce trimestre.

Sur un an, les importations de biens de consommation augmentent de 12,0 % avec une progression de 5,4 % des importations de biens alimentaires, de 8,6 % des importations de biens non-alimentaires et de 31,5 % des importations de biens durables.

Les encours des crédits à la consommation progressent (+1,1 % en g.t.), en dépit d'un taux d'intérêt moyen toujours en hausse (+0,29 point à 5,47 %).



Sources : Douanes, CVS IEDOM

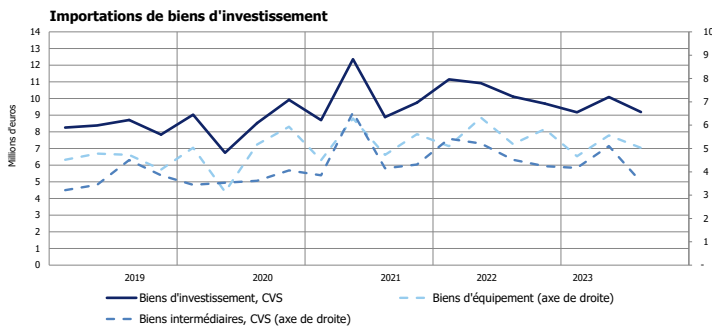
L'investissement s'oriente à nouveau à la baisse

En repli de 8,9 % (en données CVS) en g.t., les importations de biens d'investissement retrouvent leur niveau du 1^{er} trimestre 2023 à 9,2 millions d'euros en valeur.

Les importations de biens intermédiaires en valeur diminuent de 30,1 % après une hausse 22,5 % au 2^e trimestre 2023. Les importations de biens d'équipement enregistrent une évolution similaire avec une baisse de 9,6 % après une croissance de 19,2 % au 2^e trimestre.

Sur un an, les importations en valeur de biens intermédiaires reculent de 21 % (données CVS) et atteignent leur plus bas niveau depuis le 2^e trimestre 2020. Les importations de biens d'équipement se contractent également en glissement annuel (-3,1 %). Au total, les importations de biens d'investissement sur l'archipel baissent de 9,1 % en g.a..

Les encours bancaires de crédits d'investissement aux entreprises diminuent de 6,7 % en g.t. pour atteindre 42,7 millions d'euros. Le taux moyen pondéré sur ce type de crédit est de 6,45 % à la fin septembre 2023.



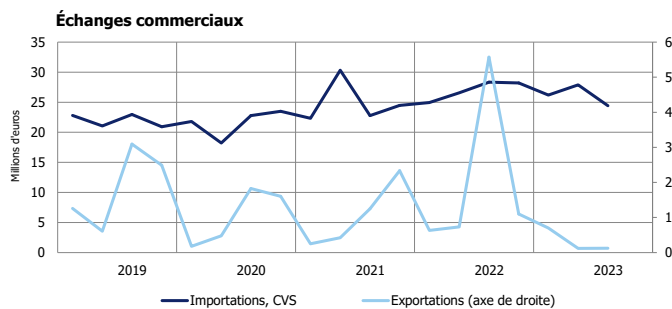
Sources : Douanes, CVS IEDOM

Les importations de combustibles baissent fortement sur l'année

Au 3^e trimestre 2023, les importations à destination de l'archipel (CVS) se contractent nettement en valeur (-13,8 % en g.t.). Cette évolution s'explique par la baisse des importations de combustibles sur le trimestre (-42,9 %). Hors combustibles, les importations (CVS) augmentent légèrement (+0,3 % en g.t.). La hausse des importations de biens de consommation (+6,1 %) compense ainsi le recul des importations de biens d'investissement (-8,9 %).

Les exportations, selon les données communiquées par les douanes, progressent légèrement sur le trimestre (+1,7 %) mais il convient de préciser que les chiffres présentés n'intègrent pas les prises de pêche des pêcheurs de l'archipel débarquées au Canada et qui ne sont pas déclarées aux services douaniers en France. Au vu des chiffres déclarés aux douanes, il n'est donc pas possible de porter une appréciation sur l'évolution des exportations et en conséquence de la balance commerciale.

Sur un an, les importations reculent de 13,8 % en valeur (CVS) et de 17,5 % en volume. La forte baisse des importations de combustibles sur l'année explique cette évolution (-56,1 % en valeur et -45,1 % en volume).



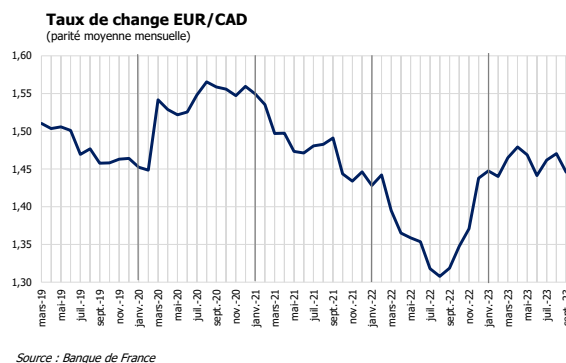
Source : Douanes

Le taux de change EUR/CAD se déprécie légèrement au 3^e trimestre

Alors qu'à la fin du 2^e trimestre 2023 l'euro s'engageait dans un épisode de dépréciation à l'égard de la monnaie canadienne, le 3^e trimestre connaît deux cycles d'évolution distincts.

Dans un premier temps, les mois de juillet et d'août 2023 sont marqués par une phase d'appréciation du cours de l'euro vis-à-vis du dollar canadien du fait de la dégradation des perspectives conjoncturelles au Canada et des révisions des anticipations de la politique monétaire de la Banque du Canada. Cette tendance est interrompue en septembre suite à la réunion de politique monétaire de la BCE le 14 septembre 2023, les anticipations de nouvelles hausses des taux directeurs en zone euro ont alors été revues à la baisse. Ces récents développements impactent négativement la monnaie unique face au dollar canadien. Par ailleurs, les perspectives de croissance à court terme se sont davantage détériorées dans la zone euro sur la période considérée.

La monnaie unique se déprécie légèrement vis-à-vis du dollar canadien sur l'ensemble du 3^e trimestre 2023. L'euro se négocie en moyenne à 1,4593 sur cette période, soit une dépréciation de 0,3 % en g.t. mais une appréciation de 11,0 % en g.a.. Sur le seul mois de septembre, la parité moyenne est de 1,4458 dollar canadien, soit son plus bas niveau depuis juin 2023, mais une appréciation de 9,6 % par rapport à septembre 2022.



Source : Banque de France

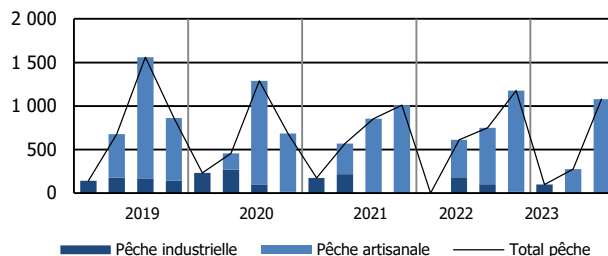
La conjoncture dans les principaux secteurs d'activité

La pêche artisanale progresse alors que la pêche industrielle n'a pas repris

Après une forte baisse au 2^e trimestre 2023 (-55 % en g.a.), les prises de pêche totales enregistrent un rebond important au 3^e trimestre 2023 (+44,2 % en g.a.). En cumul depuis le début de l'année, le secteur halieutique de l'archipel comptabilise environ 1 451 tonnes de prises contre environ 1 358 tonnes à la même période l'année dernière.

Ce regain d'activité est imputable à l'activité de la pêche artisanale puisque la pêche industrielle, suspendue depuis le 2^e trimestre 2023, n'a pas repris au 3^e trimestre. L'augmentation des prises artisanales enregistre ainsi une hausse de 66,3 % en g.a., du fait de la forte progression des prises de concombres des mers (+38,3 % en g.a.) et de crabes neiges, dont les prises ont été réparties entre le 2^e et le 3^e trimestre en 2023 alors qu'elles n'avaient atteint que 40 kg au 3^e trimestre 2022.

Prises de pêche
(en tonnes)



Sources : DTAM / Pôle Maritime, Iedom

Le nombre de touristes en nette hausse sur un an

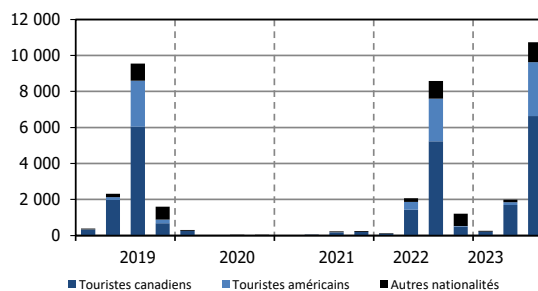
Au 3^e trimestre 2023, la fréquentation touristique étrangère progresse de 25,0 % en g.a.. Cette hausse concerne aussi bien les touristes canadiens (+27,1 %) que les touristes américains (+26,6 %).

Le nombre de touristes arrivés par voie maritime (hors croisière) augmente de 35,3 % sur un an pour atteindre 6 091 passagers, soit un niveau qui n'avait plus été atteint depuis une dizaine d'années. Le nombre de croisiéristes enregistre quant à lui une hausse de 18,2 % pour s'élever à 3 853. L'arrivée de touristes étrangers par voie aérienne recule en revanche de 4,2 % en g.a..

De juillet à septembre 2023, 10 737 touristes étrangers ont été enregistrés dans l'archipel. Un tel niveau n'avait plus été observé dans le territoire depuis le 3^e trimestre 2017 (11 139 touristes).

En cumul depuis le début de l'année 2023, 12 988 touristes étrangers se sont rendus à St-Pierre-et-Miquelon contre 10 767 durant la même période de l'année 2022, soit une hausse de 20,6 % en g.a. et de 18,5 % par rapport à la moyenne des flux enregistrés de 2013 à 2022, hors années 2020 et 2021.

Touristes étrangers par nationalité



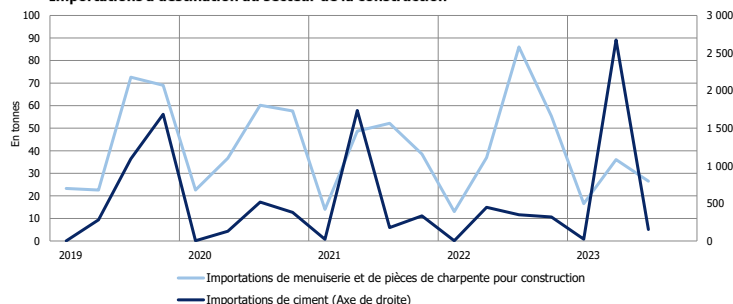
Sources : Police aux frontières, Iedom

Le secteur du BTP ralentit fortement

Le secteur du BTP connaît un net ralentissement à la fin septembre 2023.

Les importations de ciment s'élèvent à 153 tonnes contre 349 tonnes l'an passé. Le volume d'importations de menuiserie et de pièces est également en baisse : 26 tonnes enregistrées au 3^e trimestre 2023 contre 86 tonnes au 3^e trimestre 2022. Les acteurs du secteur soulignent une baisse prononcée de l'activité de construction chez les particuliers, notamment par rapport au 3^e trimestre 2022, marqué par l'essor de constructions au quartier des Graves, et l'absence de chantier public majeur sur le trimestre. Les importations d'ouvrages en fonte, fer ou acier reculent également nettement, passant de 164 tonnes au 3^e trimestre 2022 à 100 tonnes au 3^e trimestre 2023.

Importations à destination du secteur de la construction



Source : Douanes

La conjoncture régionale et internationale

LE PRODUIT INTERIEUR BRUT CANADIEN EN BAISSA AU TROISIEME TRIMESTRE

La croissance économique canadienne a été négative en glissement trimestriel (-0,3 %) au troisième trimestre 2023 après avoir atteint +0,3 % en g.t. au deuxième trimestre 2023. Les dépenses de consommation des ménages, à l'instar du trimestre précédent, ont été stables en glissement trimestriel. La hausse de la consommation de services (+0,3 % en g.t. après +0 % en g.t. au deuxième trimestre 2023) a été contrebalancée par la baisse des dépenses en biens (-0,4 % en g.t. après +0 % au deuxième trimestre 2023). La baisse des exportations (-1,3 % en g.t. après +1,3 % en g.t. au deuxième trimestre 2023) explique pour partie la baisse du PIB canadien. Les importations de biens et services ayant moins diminué (-0,2 % en g.t. après +1,1 % en g.t. au deuxième trimestre 2023) que les exportations de biens et services, en glissement trimestriel, la balance des échanges extérieurs de biens et services a contribué de manière négative à la croissance du PIB au troisième trimestre 2023. Enfin, l'investissement résidentiel a augmenté de 2 % en g.t. après avoir connu cinq baisses consécutives en glissement trimestriel tandis que l'investissement privé des entreprises est en baisse de 2,6 % en g.t. (après une hausse de 3,3 % en g.t. au deuxième trimestre).

L'indice des prix à la consommation au Canada a augmenté de 3,8 % en g.a. en septembre 2023 après +2,8 % en g.a. en juin 2023. La ré accélération de l'inflation en rythme annuel est attribuable à l'évolution des prix de l'énergie (+5,4 % en g.a. après -14,6 % en g.a. au deuxième trimestre) et des prix du logement (+6 % en g.a. après +4,8 % en g.a. au deuxième trimestre). L'inflation hors énergie continue de ralentir sur un an (+3,7 en g.a. après +4,4 % en g.a. au deuxième trimestre) mais s'avère plus persistante que prévu par la Banque du Canada (BDC). Malgré tout, à terme la BDC prévoit que l'inflation retrouvera sa cible de 2 % en 2025. Les effets du resserrement de la politique monétaire devraient permettre de réduire la demande excédentaire. Dans le même temps, la croissance des salaires devrait se modérer avec la baisse des anticipations d'inflation des ménages et le retour à la normale des pratiques de fixation des prix de la part des entreprises. Dans ce contexte, après une hausse de 25 points de base au mois de juillet, le conseil de direction a décidé de maintenir son taux directeur inchangé à hauteur de 5 % lors de sa réunion du mois de septembre.

Le taux de chômage canadien est légèrement remonté au cours du troisième trimestre 2023 pour le troisième mois consécutif, il atteint 5,5 % de la population active en septembre 2023. **L'emploi** a toutefois continué de croître au troisième trimestre avec 32 000 créations nettes mensuelles en moyenne de juillet à septembre 2023 contre 28 000 créations nettes mensuelles en moyenne d'avril à juin 2023. Le marché du travail canadien comptabilise donc à fin septembre 2023, 20,27 millions d'individus en emploi. En glissement trimestriel, la croissance de l'emploi a été un peu moins importante que celle de la population en âge de travailler, le taux d'emploi perd donc 0,2 point de pourcentage en glissement trimestriel passant de 62,2 % à la fin du mois de juin 2023 à 62 % à la fin du mois de septembre 2023.

Source : Statistique Canada.

LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE RALENTIT DANS UN CONTEXTE D'INFLATION PERSISTANTE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en octobre, la croissance économique mondiale ralentit et devrait s'établir à 3,0 % en 2023 et à 2,9 % en 2024. Alors que la prévision pour 2023 reste inchangée, celle pour 2024 enregistre une baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à celle publiée en juillet 2023. Ce ralentissement est directement lié au recul des services, dont le rattrapage observé au trimestre précédent est ralenti. D'autre part, si l'inflation mondiale devrait continuer de reculer progressivement en s'établissant à 6,9 % en 2023, puis à 5,8 % en 2024, les prévisions ont été révisées à la hausse de respectivement 0,1 et 0,6 point de pourcentage. Le FMI prévoit donc un « *atterrissage en douceur* » pour la plupart des pays bien que, dans leur ensemble, les facteurs influençant la croissance mondiale restent orientés à la baisse.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 1,2 % au troisième trimestre 2023, après une augmentation de 0,5 % au trimestre précédent. Ce dynamisme reflète la hausse des investissements des entreprises sur ce trimestre et la résilience de la consommation privée. Bien que le FMI s'inquiète de l'état des finances publiques, il table sur une progression du PIB de 2,1 % aux États-Unis sur l'ensemble de l'année, soit une révision à la hausse de 0,3 point par rapport aux estimations de juillet.

Dans la zone euro, l'activité se contracte de 0,1 % au troisième trimestre 2023. Ce ralentissement, plus important que prévu, est porté par la dégradation de la conjoncture allemande (le PIB se contracte de 0,1 % au troisième trimestre 2023, après une amélioration de 0,1 % au trimestre dernier), ainsi que par les taux directeurs encore élevés. Dans la zone, le taux de chômage augmente légèrement et passe à 6,5 %, retrouvant ainsi son niveau du mois de mars, tandis que le taux d'inflation continue de diminuer pour s'établir à 2,9 % en octobre 2023. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 0,7 % sur l'ensemble de l'année 2023, et de 1,2 % en 2024, soit une révision à la baisse de respectivement 0,2 et 0,3 point par rapport aux prévisions de juillet 2023.

En France, le PIB a enregistré une modeste hausse de 0,1 % au troisième trimestre selon l'Insee après une augmentation de 0,6 % au trimestre précédent. Cette croissance est principalement due à la hausse de la consommation des ménages (+0,7 %) et de l'investissement (+1,0 %). Les exportations se replient nettement (-1,4 % après +2,4 %), tout comme les importations (-0,5 %).

Après deux trimestres de forte croissance, le Japon fait face à un recul plus marqué que prévu, le PIB se contractant de 0,5 %. Cette contraction est portée par la fragilité persistante de la demande privée, qui subit encore l'inflation stabilisée autour de 3 %. Les importations ont augmenté de 1 %, dégradant le solde du commerce extérieur. Sur l'année 2023, le FMI anticipe toutefois une hausse du PIB de 2 %, soit une révision à la hausse de 0,6 point par rapport aux estimations de juillet.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,0 % en 2023, soit le même rythme qu'en 2022. L'activité serait plus particulièrement dynamique en Inde (+6,3 %) et dans une moindre mesure au Mexique (+3,2 %), au Brésil (+3,1 %) et en Russie (+2,2 %). Les prévisions pour la Chine sont à l'inverse révisées à la baisse de 0,2 point en 2023 (5 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France